

Dans la fonction publique comme partout, en grève le 18 octobre !

La grève des salarié-es des raffineries pour des augmentations de salaires n'est pas unique et des mouvements sociaux pour le pouvoir d'achat touchent de nombreux secteurs depuis plusieurs mois. La décision du gouvernement de réquisitionner des salarié-es est une nouvelle attaque inadmissible au droit de grève.

Les entreprises du CAC 40 font des superprofits et déversent à flot les dividendes sur les actionnaires tout en bénéficiant des largesses du gouvernement : multiplication des exonérations fiscales et sociales, dispositifs d'optimisation fiscale ...

En revanche, rien pour les travailleu-ses qu'ils soient du privé ou du public.

La paupérisation guette bien des salari-ées.

Dans la fonction publique aussi, le quotidien des agent-es publics se dégrade chaque jour un peu plus.

Après 10 ans de gel du point d'indice, les 3,5% d'augmentation accordés en juillet ne rattrapent rien de la situation subie. Ni les pertes subies depuis 10 ans. Ni même l'inflation qui atteint déjà 7% depuis l'automne 2021. Et ceci s'accompagne toujours de suppressions d'emplois dans les trois versants de la fonction publique.

Il y a quelques semaines, le ministre de la Fonction publique balayait d'un revers de main l'idée de nouvelles mesures salariales générales dans la fonction publique avant fin 2022. Inadmissible.

Le gouvernement ne peut pas ignorer plus longtemps les légitimes revendications des agent-es. Pour Solidaires, il y a urgence.

Il faut notamment :

- Une augmentation immédiate pour tous et toutes de 400€ soit 85 points et une revalorisation du point d'indice rattrapant les pertes subies
- l'indexation sur l'inflation
- des grilles de carrières linéaires revalorisées, notamment concernant les filières féminisées
- La déclinaison de ces mesures pour les contractuel-les, qui doivent bénéficier aussi de plans de titularisation massifs.

**Nos revendications sont
légitimes !**

**Alors toutes et tous en grève
dès le 18 octobre !**

**Dès le lendemain, débattons en
AG de la reconduction du
mouvement !**

